



THIERRY AFSCHRIFT
PROFESSEUR
ORDINAIRE À L'ULB

Covid: les acharnés des mesures

On se demande quelle mouche a piqué le collège des bourgmestre et échevins de Molenbeek, qui a décidé de réintroduire temporairement l'obligation de porter le masque dans certaines rues de la commune pour prévenir une nouvelle augmentation des contaminations au coronavirus. Et cela au moment où la quasi-totalité de l'Europe met fin à l'ensemble, ou au moins à la quasi-totalité, des mesures anti-covid. Enfin, après deux ans d'obligations diverses ...

La version molenbeekoise de l'obligation du port du masque a cette particularité que le masque n'est exigé qu'à l'extérieur! Nous avons pourtant entendu, pendant deux ans, les meilleurs experts gouvernementaux répéter sans cesse que les contaminations sont particulièrement importantes à l'intérieur des bâtiments et que les risques sont plus réduits à l'air libre. Mais sans doute les experts officiels communaux sont-ils de plus brillants sujets...

La mesure est expliquée avec circonvolution en arguant d'importants rassemblements en cette période de l'année. Apparemment, il faut surtout éviter de dire que ceux-ci sont liés au ramadan. Pourquoi donc éviter de dire que ces rassemblements, parfaitement légitimes, ont lieu particulièrement au moment de la rupture du jeûne? On voit mal en quoi cela stigmatiserait une certaine population. C'est plutôt le fait de prendre une telle mesure dans cette commune-là qui pourrait donner malheureusement cette impression. N'y aurait-il pas de rassemblements ailleurs qu'à Molenbeek? Pas de matchs de football, de fêtes locales? Les foules seraient-elles différentes à Molenbeek qu'ailleurs?

Pourquoi aussi ne pas rappeler que le risque serait éventuellement un peu plus important dans une commune qui figure parmi celle où le taux de vaccination est le plus bas du pays? De telles explications, que l'on se refuse pourtant à donner, auraient peut-être donné un vague semblant de justification à une mesure qui n'en a en réalité aucune. Elle correspond à un comportement que

l'on constate encore aujourd'hui chez un certain nombre de politiciens et une petite partie des experts officiels: le retour à la normale, à la liberté, ils semblent ne pas pouvoir l'accepter.

On se refuse à penser qu'il n'en serait ainsi que parce que, brusquement, ces personnes (politiques et experts confondus) perdraient une partie de leur pouvoir et de la médiatisation dont ils ont bénéficié sans cesse depuis mars 2020. C'est peut-être aussi pour cette raison que le ministre de la Santé n'abandonne pas ses projets d'imposer éventuellement, un jour, la vaccination obligatoire, tandis qu'on trouve encore des experts pour imaginer un retour au "code orange" du fameux baromètre inauguré lorsqu'il ne servait déjà plus à rien ...



Quand l'Etat prend temporairement nos libertés, il en rend parfois quelque chose, mais jamais tout.

Tout cela fait penser que certains aimeraient bien définitivement garder le contrôle sur la population, comme ils l'ont eu pendant ces maudites deux années. Parce que, comme toujours, quand l'Etat prend temporairement nos libertés, il en rend parfois quelque chose, mais jamais tout. Le pire est sans doute que, d'après certains sondages, on trouve une majorité dans la population pour soutenir des législations qui permettraient le retour, le cas échéant, à des mesures strictes. C'est alors qu'on se demande si, effectivement, en ce 21^e siècle, la servitude n'est pas volontaire, comme le disait La Boétie. C'est en tout cas le constat que fait l'essayiste français Mathieu Slama dans un récent ouvrage, intitulé, de manière inquiétante *Adieu la liberté*. **t**